

Collectifs du 29 mai : les comités cogitent

vendredi 2 décembre 2005, par [BAVAY Francine](#), [COUPE Annick](#), [DELAPIERRE François](#), [DENTAL Monique](#), [GAU Jean-François](#), [MICHEL Claude](#), [SALESSE Yves](#), [VILLIERS Claire](#) (Date de rédaction antérieure : 1er décembre 2005).

La réunion nationale des collectifs du 29 mai doit se tenir samedi 3 et dimanche 4 décembre à Paris. Nouvelle étape dans le développement du mouvement antilibéral après le « non » à la Constitution européenne, ce rendez-vous devrait permettre d'avancer sur les perspectives à venir. À cette occasion, la rédaction de « Rouge » a interrogé des représentants des principaux courants politiques et syndicaux animant les collectifs, en leur posant deux questions.

Sommaire

- [Francine Bavay, des Verts pour](#)
- [Annick Coupé, porte-parole du](#)
- [François Delapierre, délégué](#)
- [Monique Dental, animatrice du](#)
- [Jean-François Gau, membre du](#)
- [Claude Michel, secrétaire de](#)
- [Yves Salesse, coprésident de](#)
- [Claire Villiers, Alternative](#)

Francine Bavay, des Verts pour le « non ».

Les collectifs peuvent-ils jouer un rôle pour favoriser une alternative au libéralisme ?

Les membres des collectifs savent que ce qui manque le plus, c'est un projet alternatif au libéralisme et ses déclinaisons concrètes. Les partis font chacun leurs propositions qui, dans beaucoup de cas, différent, voire divergent. Ainsi, quand Les Verts proposent une décroissance sélective, la plupart des partis de gauche restent productivistes, piégés par la recherche du profit pour le profit. Les collectifs peuvent être un lieu de débat en continu sur le projet, d'affrontement de sensibilités diverses, mais aussi un lieu de pression pour la convergence des propositions en un projet assumable par toutes les composantes de la gauche et intelligible pour les électeurs.

Qu'attendez-vous de la réunion des collectifs locaux des 3 et 4 décembre ?

Beaucoup de collectifs se sont retrouvés pour mener des batailles locales, mais aussi pour s'impliquer dans la campagne contre la directive Bolkestein. Les participants ont une conscience aiguë qu'il faut un contre-projet au libéralisme, que les collectifs peuvent être un lieu d'élaboration. Pour autant que la coordination du réseau permette la mutualisation des propositions. Aujourd'hui, il y a une conscience très forte qu'il ne s'agit pas seulement d'élaborer un projet pour affronter l'épisode électoral de 2007 et de laisser ensuite le gouvernement décider. Il s'agit bien d'élaborer un projet pour battre la droite, projet qui constitue une alternative concrète dont la réalisation doit nous préoccuper avant, mais surtout après la victoire.

Annick Coupé, porte-parole du syndicat Solidaires

Les collectifs peuvent-ils jouer un rôle pour favoriser une alternative au libéralisme ?

La nécessité d'élaborer des contenus alternatifs est au cœur de la décision prise par les collectifs de poursuivre leurs activités après le succès du 29 mai. Les collectifs constituent aujourd'hui un cadre de débat permanent large : c'est bien à travers un débat mêlant militants politiques, associatifs, syndicalistes... que pourront se dessiner des propositions alternatives susceptibles de rencontrer un large écho. Aucune organisation ne peut prétendre répondre seule à ce besoin.

Qu'attendez-vous de la réunion des collectifs locaux des 3 et 4 décembre ?

Nous allons voir comment, six mois après le référendum, ce processus tout à fait inédit arrive à se poursuivre, et quelles sont les activités et les préoccupations des collectifs. Il nous faut aussi préciser le rôle du Collectif national et son lien avec les collectifs locaux, en sachant que, là aussi, nous sommes dans « l'invention ». Ces deux journées doivent permettre également d'apprécier l'utilité des collectifs dans la mobilisation sociale. À partir de là, il faudra décider des priorités de campagne. Enfin, cette réunion doit sortir avec un « plan de travail » pour avancer sur la question du contenu des politiques alternatives, en essayant d'articuler le projet d'Assises nationales des collectifs proposées pour mars 2006 et le FSE d'Athènes.

François Delapierre, délégué général de l'association Pour la république sociale (PS)

Les collectifs peuvent-ils jouer un rôle pour favoriser une alternative au libéralisme ?

La force des collectifs était d'être unitaires à gauche, inclusifs grâce à la multiplication de collectifs locaux permettant l'implication du plus grand nombre et tournés vers une action de masse à vocation majoritaire. Il faut qu'ils le restent ! Leur entrée sur le terrain électoral serait une erreur. Pas seulement parce qu'ils n'y survivraient pas. Mais parce qu'il s'agirait d'une impasse. Je comprends le sentiment de celles et ceux qui ne se retrouvent aujourd'hui dans aucun parti. Mais les partis de gauche ne pourront pas être contournés. C'est leur responsabilité de s'unir pour battre la droite en 2007. Sans cela, quel serait le débouché des discussions qui se multiplient sur les alternatives ? Les collectifs doivent donc pousser toute la gauche à s'unir. Ils sont les garants de la victoire du 29 mai. Ils doivent être vigilants pour que la gauche respecte ce vote. Mais ils savent aussi que si la droite gagnait en 2007, nous nous ferions voler cette victoire.

Qu'attendez-vous de la réunion des collectifs locaux des 3 et 4 décembre ?

Nous savons tous que la période est difficile. Un succès militant le 3 décembre serait le signe que l'énergie du 29 mai est toujours là. Le référendum a montré que la gauche pouvait être majoritaire sur une orientation de transformation et non d'accompagnement du néolibéralisme. Il est décisif pour l'avenir que cela ne puisse être occulté.

Monique Dental, animatrice du réseau féministe Ruptures

Les collectifs peuvent-ils jouer un rôle pour favoriser une alternative au libéralisme ?

Les collectifs unitaires locaux tiennent une réelle légitimité du résultat du référendum du 29 mai.

Cette formidable aspiration démocratique, empreinte d'un espoir immense de résistance face à l'emprise intolérable et destructrice du néolibéralisme, nous confère une responsabilité qu'il ne faut pas décevoir. Nous devons continuer à relayer, dans le pluralisme et la diversité, les propositions de constructions alternatives issues des réflexions populaires, en liant débats à tous les niveaux, argumentations concrètes et propositions de campagnes d'action.

Qu'attendez-vous de la réunion des collectifs locaux des 3 et 4 décembre ?

Les journées du 3 et 4 décembre devront aider à définir où nous voulons aller et comment nous voulons y parvenir. Avec qui ? Par quel processus ? Clarifier nos stratégies et ses étapes. Dire par exemple si nous voulons au final une assemblée européenne constituante. Quelles en seraient les modalités, pour quelles représentations ? Donner des objectifs de campagnes, d'actions nationales, locales et européennes en lien avec l'actualité et en tirer des bilans.

Cela suppose aussi de penser les réponses et les perspectives en terme d'approche féministe et d'intégrer les propositions de la Coordination féministe pour une Europe alternative. La rencontre nationale devra aboutir à un texte de résolution indiquant clairement la suite du travail.

Jean-François Gau, membre du comité exécutif national du PCF

Les collectifs peuvent-ils jouer un rôle pour favoriser une alternative au libéralisme ?

C'est une de leurs raisons d'être. Ce qui les a cimentés a été le contenu antilibéral de leur « non » au traité constitutionnel et l'affirmation qu'une autre perspective était possible. C'est dans cette continuité qu'ils ont décidé, depuis le 29 mai, de contribuer tout à la fois aux résistances et aux recherches d'alternatives aux politiques libérales et sociales-libérales en France et en Europe.

Cette recherche se pose en termes de contenu et de construction. Ces questions doivent être traitées maintenant, au grand jour, par le peuple lui-même. L'alternative au libéralisme résultera d'un processus populaire : une élaboration de ses contenus par une confrontation d'options entre partis politiques et citoyens, avec l'apport des syndicats et des associations. Il est certain que les collectifs, par leur identité unitaire et citoyenne, peuvent contribuer à ce mouvement de construction d'ensemble.

Qu'attendez-vous de la réunion des collectifs locaux des 3 et 4 décembre ?

La conception des forums des collectifs devra y être précisée. Cette réunion va en outre leur permettre de savoir exactement où ils en sont, au regard de la situation actuelle en France et en Europe ; de tirer ensemble les enseignements de ce qui va et de ce qui ne va pas ; de se donner des priorités. De ce point de vue, nous attachons une importance particulière à ce qui constitue la suite directe de la bataille pour le « non » : la mobilisation pour le rejet de la directive Bolkestein.

Claude Michel, secrétaire de la CGT-spectacle

Les collectifs peuvent-ils jouer un rôle pour favoriser une alternative au libéralisme ?

Nous avons presque « réinventé la politique » dans la campagne du traité constitutionnel, même si c'est un peu présomptueux de le dire ainsi. Nous avons trouvé des méthodes d'action et de réflexion qui ont renouvelé l'engagement dans la gauche antilibérale, la gauche de gauche, qui n'est nullement anti-européenne. Nous avons fait des propositions alternatives, dans la fédération CGT-

spectacle, pour construire l'Europe autrement. Associations, partis politiques, syndicats, chacun a apporté sa pierre. La dynamique nous a presque dépassés. La vraie démocratie regorge de ressources. Elle perdure dans ces collectifs.

Qu'attendez-vous de la réunion des collectifs locaux des 3 et 4 décembre ?

Il y a des inégalités dans le maintien des collectifs. C'est normal, car nous n'avons plus d'échéance comme celle du 29 mai. C'est la difficulté générale du « long terme » pour tout projet. Mais nous sommes remobilisés sur la directive Bolkestein. Nous venons d'apprendre que la commission marché du Parlement européen a réintroduit le principe d'origine. La Confédération européenne des syndicats (CES) se refuse à rejeter la directive « services ». Mais il ne faut pas lâcher. Le vote définitif au Parlement européen est fin janvier. La procédure va encore durer un an, peut-être jusqu'au début 2007, en pleine actualité électorale ! Il suffirait que la France, dans le Conseil, refuse la directive pour qu'elle soit balayée.

Yves Salsse, coprésident de la Fondation Copernic

Les collectifs peuvent-ils jouer un rôle pour favoriser une alternative au libéralisme ?

Voici un peu plus d'un an, nous lançons une entreprise étonnante : construire une campagne unitaire et gagner ! Beaucoup ricanèrent. Nous avons réussi. Plus étonnant encore, nous avons décidé de continuer. Beaucoup prédisaient que le référendum sonnerait le glas de collectifs. Pour l'instant, ce pronostic est démenti. Aucune des composantes nationales ne s'est retirée. Au contraire, le collectif national s'est élargi. Les collectifs du 29 mai sont essentiels pour construire une alternative au libéralisme. Pour favoriser la mobilisation et discuter des politiques nécessaires. L'offensive libérale suscite des résistances multiples. Nous les soutenons en cherchant à mobiliser l'opinion publique. Nous devons aussi défendre l'idée que d'autres politiques sont possibles, encore et encore.

Qu'attendez-vous de la réunion des collectifs locaux des 3 et 4 décembre ?

La réunion nationale a un triple objectif : échanger les expériences, nous entendre sur les perspectives, lancer des campagnes nationales concrètes. Le collectif national en propose deux. En premier lieu, le retrait de la directive Bolkestein. C'est une bataille que nous pouvons gagner. En second lieu, l'organisation de forums pour l'alternative, pour que le débat sur les politiques de rupture avec le libéralisme ne reste pas confiné et pour qu'il soit pris en charge par le plus grand nombre. C'est une garantie essentielle pour l'avenir.

Claire Villiers, Alternative citoyenne

Les collectifs peuvent-ils jouer un rôle pour favoriser une alternative au libéralisme ?

Chacun le sait : sans le travail de terrain des collectifs du « non », sans les efforts qu'ils ont produits pour que le contenu du traité constitutionnel européen soit connu de tous et de toutes, sans le large débat citoyen qu'ils ont impulsé, il n'y aurait pas eu de victoire du « non ». L'enjeu aujourd'hui reste celui qui a nourri cette mobilisation : comment imposer d'autres choix que ceux du capitalisme néolibéral en France, en Europe et dans le monde entier ? L'explosion de colère que nous venons de vivre dans les quartiers populaires et les réponses répressives et sécuritaires du gouvernement renforcent l'urgence de répondre ensemble à ces questions. Les collectifs du 29 mai peuvent et doivent être une pièce essentielle de ce combat. Ils peuvent contribuer à ce que convergent toutes

les forces antilibérales porteuses de cette volonté de transformation sociale politique et économique.

Qu'attendez-vous de la réunion des collectifs locaux des 3 et 4 décembre ?

La réunion des 3 et 4 décembre doit être l'occasion d'échanger nos points de vue sur ces exigences, de travailler ensemble aux mobilisations à venir en France et dans le monde, et de débattre des modes de fonctionnement qui, dans le respect de cette diversité, nous permettent de mener ces combats dans la durée et dans l'unité qui a fait notre force.